



SOS FAIM BELGIQUE

Rapport
d'activités
2016



EDITO

Le printemps voit les organisations s'affairer à rédiger leur rapport annuel. Ce fameux rapport annuel, souvent perçu comme une tâche fastidieuse dont la pertinence est remise en question chaque année. Est-il bien utile de se fendre d'analyses, de consigner, consolider et capitaliser des activités terminées depuis plusieurs mois ? Ne sommes-nous pas en train de terminer une de ces publications qui va subir un classement vertical sans même être parcourue ? Bref, cette année, ne devrait-on pas faire l'économie d'un rapport d'activités ?

Et bien NON !

Non, parce que notre rapport annuel est pour nos membres, nos supporters et nos partenaires une référence en matière de transparence.

Non, parce qu'il donne des gages à tous ceux qui ont contribué en finances, en temps ou en implication à l'atteinte des objectifs de notre ONG.

Non, parce que notre rapport annuel réaffirme la singularité de nos valeurs, de notre approche et de notre mission.

Non, parce qu'enfin, il est le prétexte pour prendre contact avec un public plus large en démontrant que SOS Faim est une association efficiente.

Et même s'il n'est pas toujours aussi lu qu'on le voudrait, il a toute sa raison d'être. Il rend des comptes sur ce que nous faisons et ce que nous avons dépensé pour ce faire. Il est la mémoire collective, publique et détaillée de notre organisation. Il constitue une trace de nos activités pour les années, voire les décennies à venir. Il témoigne aussi de notre gratitude à l'égard de toutes celles et de tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont contribué à notre lutte.

C'est ainsi qu'en 2016, SOS Faim a soutenu 45 organisations partenaires appuyant plus d'un million petits producteurs agricoles et ruraux. Ces organisations paysannes, ces institutions de financement rural et ces ONG locales se battent au quotidien pour améliorer la qualité de vie de leurs membres. Avec l'aide, souvent, de dizaines de bénévoles, notre association a également réussi avec brio l'épreuve de l'audit imposé par la DGD ; conduit des campagnes efficaces de plaidoyer sur le financement de l'agriculture et l'accaparement des terres ; doublé le nombre de spectateurs au Festival Alimentaire et soutenu l'organisation d'une édition du festival à Kinshasa ; informé plusieurs dizaines de milliers de personnes à travers ses publications ; organisé la première édition de Hunger Race ; sensibilisé des centaines d'étudiants aux enjeux de l'agriculture ; construit un nouveau programme quinquennal en partenariat avec Iles de Paix et Autre Terre ; et entrepris encore bien d'autres activités qui contribuent aux processus de changement social indispensables dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Alors, comme nous sommes fiers des résultats de nos activités, nous sommes fiers de notre rapport annuel !

Bonne lecture !

Olivier Hauglustaine
Secrétaire général SOS Faim Belgique

SOMMAIRE

HUNGER RACE	3
GÉOGRAPHIE DES PARTENAIRES	4
PARTENARIATS SUD	6
SENSIBILISER	12
PERSPECTIVES	15
FINANCES	16
CHIFFRES CLÉS	18





trakks
running | trail | outdoor



HUNGER RACE EN CHIFFRES

- 58 équipes inscrites
- 232 participants
- 106 000 euros récoltés
- 80 bénévoles
- 34 km de trail
- 15 km de kayak
- 1 death-ride
- 1 parcours d'obstacles

HUNGER RACE

LE NOUVEAU DÉFI DE SOS FAIM

2016 était l'année du challenge pour SOS Faim ! Afin d'augmenter sa récolte de fonds et sa notoriété, l'organisation a lancé la première édition de Hunger Race, un événement unique, un vrai challenge sportif et solidaire à réaliser par équipe de 4 personnes.

Cette première édition fut une véritable réussite !

58 équipes ont pris le départ le 9 juillet à Rochehaut près de Bouillon pour affronter une série d'épreuves dont un trail d'orientation de **30 km**, une descente en kayak de **15 km**, du tir à l'arc, une descente en death-ride, un parcours d'échelles et un parcours commando. Un défi exceptionnel en forêt, le long de la Semois, ouvert à tous ceux qui veulent vivre une aventure unique et sportive entre collègues, entre amis ou en famille.

Outre le challenge sportif, Hunger Race permet surtout aux participants de se mobiliser pour les projets de SOS Faim. En s'inscrivant, chaque équipe s'engage, en effet, à récolter minimum **1400 €**, soit 350 € par personne, au profit des agriculteurs en Afrique et en Amérique latine.

Le défi a été plus que relevé puisque de nombreuses équipes ont largement dépassé les 1400 €. Au total, elles ont permis à SOS Faim de récolter pas moins de **106 000 €** !

L'organisation d'un tel événement demande beaucoup de temps et d'énergie. SOS Faim a heureusement pu compter sur **80 bénévoles** qui se sont mobilisés l'espace d'un jour ou d'un week-end au bénéfice des sportifs et de l'association.

Vu le succès et la mobilisation lors de cette première édition, Hunger Race sera de retour en 2017.

CARTE DES PARTENAIRES

-  **Institutions de financement rural**
-  **Organisations paysannes**
-  **ONG locales**
-  **Autres**

ÉQUATEUR

-  **CAAP**
Cooperativa Alternativa de Acción Popular
-  **CEPESIU**
Centro de Promoción del Empleo y Desarrollo Económico Territorial

PÉROU

-  **CONVEAGRO**
Convención Nacional del Agro Peruano
- CAFE Y CACAO PERU**
Central Café y Cacao del Perú
- APPCACAO**
Asociación Peruana de productores de cacao
- JNC**
Junta Nacional del Cafe
- CAAP**
Central Agroandina del Perú
- ANPE**
Asociación Nacional de Productores Ecológicos del Perú
-  **CIDERURAL**
Cooperativa de ahorro y crédito para la integración y desarrollo rural
- FOGAL**
Fondo de Garantía Latinoamericano
-  **CEPES**
Centro Peruano de Estudios Sociales
- ARARIWA**
-  **REMURPE**
Red de Municipalidades Urbanas y Rurales del Perú

BOLIVIE

-  **FECAFEB**
Federación de Caficultores exportadores de Bolivia
- RED OEPAIC**
Red de organizaciones económicas de productores artesanos con identidad cultural
- AOPEB**
Asociación de Organizaciones de Productores Ecológicos de Bolivia
-  **FINDEPRO**
Asociación de Entidades financieras de productores
- FINCAFE**
Servicios Financieros Cafetaleros
-  **CIUDADANIA**
- AGRECOL**
- LIDEMA**
Liga de Defensa del Medio Ambiente

MONTANTS TRANSFÉRÉS EN 2016 :

4 943 734 €



Afrique

Burkina Faso	805 112 €
Éthiopie	139 392 €
Mali	802 814 €
RDC	447 220 €
Sénégal	665 927 €

2 860 465 €



Amérique latine

Bolivie	700 087 €
Équateur	335 548 €
Pérou	1 047 634 €

2 083 269 €

MALI



AOPP
*Association des Organisations
Professionnelles Paysannes*

CNOP
*Coordination Nationale des Organisations
Paysannes du Mali*

FECOPON
*Fédération des Coopératives des
producteurs de l'Office du Niger*

FASO JIGI
*Union des professionnels agricoles pour la
commercialisation des céréales*

PNPR
*Plateforme Nationale des Producteurs de
Riz du Mali*

SEXAGON
*Syndicat des Exploitants Agricoles de l'Office
du Niger*



KAFO JIGINEW
Réseau de caisses d'épargne et de crédit



CAEB
Conseil et Appui pour l'Éducation à la base

SÉNÉGAL



CNCR
*Conseil National de Concertation et de
coopération des Ruraux*

EGAB
*Entente des Groupements Associés pour le
développement à la Base*

FAPAL
*Fédération des Associations Paysannes de
Louga*

FONGS - Action paysanne
*Fédérations des Organisations Non
Gouvernementales du Sénégal*

UJAK
*Union des Jeunes Agriculteurs de Koyli
wirnde*



GERAD
*Groupe d'Etude, de Recherche et d'Aide au
Développement (PDIF)*

BURKINA FASO



CPF
Confédération Paysanne du Faso

COOPERATIVE VIIM BAORE
Réseau de greniers de sécurité alimentaire

ROPPA
*Réseau des Organisations Paysannes et de
Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest*



APIL
*Association pour la Promotion des Initiatives
Locales*

ÉTHIOPIE



BUUSAA GONOFAA MFI
SFPI
*Specialized Financial and Promotional
Institution (MFI)*



HUNDEE
*Oramo Grassroot
Development Initiative*

RDC



CONAPAC
*Confédération Nationale des Producteurs
Agricoles du Congo*

FOPAKO
Force Paysanne du Kongo Central



CENADEP
*Centre National d'Appui au Développement
et à la Participation Populaire*

BURKINA FASO MALI

— Des greniers —
qui sauvent
des vies



Budget transféré :
1 607 926 €

11
partenaires locaux

Plus de **300 000**
bénéficiaires

Au Nord du Burkina Faso et au Mali, le climat sec ne permet pas aux familles de produire de quoi se nourrir toute l'année mais seulement pendant quelques mois. Une fois que le stock de céréales est épuisé, elles sont confrontées à d'importantes difficultés alimentaires, c'est ce qu'on appelle la « période de soudure ».

Dans ces deux pays, SOS Faim soutient des **Greniers de Sécurité Alimentaire (GSA)**. Grâce à des fonds qui leur sont alloués, les responsables des greniers achètent des céréales juste après les récoltes, quand les prix sont bas. Ces céréales sont alors stockées et revendues dans les villages à un prix raisonnable, même en période de soudure.

125 greniers au Burkina Faso

La **Coopérative VIIM BAORE**, soutenue par SOS Faim, a pour mission de favoriser le développement des Greniers de Sécurité Alimentaire à travers la fourniture de services financiers (crédits fonds de roulement) et non financiers (recherche de fournisseurs, organisation d'achats groupés, appui à la gestion, plaidoyer, etc).

En 2016, la Coopérative VIIM BAORE a octroyé des crédits à **125 GSA** pour un montant total de **463 millions** de FCFA (705 839 €). Au cours de cette même campagne, **170 GSA** ont commercialisé au total **3486 tonnes** de produits divers pour une valeur totale de **557 millions** de FCFA (849 141€), dont **2560 tonnes** de produits céréaliers d'une valeur de **409 millions** FCFA (623 516 €).

108 greniers au Mali

Après le succès des Greniers de Sécurité Alimentaire au Burkina Faso, SOS Faim a décidé d'en soutenir au Mali. C'est pourquoi SOS Faim a entamé un partenariat avec l'**ONG locale CAEB**.

En 2016, CAEB a accompagné **108 Greniers** de Sécurité Alimentaire. Les **94 766 agriculteurs** membres de ces GSA ont stocké **158 tonnes** de sorgho, **105 tonnes** de mil, **48 tonnes** de riz et **7 tonnes** de maïs. Plus de **55 millions** de FCFA de crédit pour acheter les stocks avant de les revendre aux membres.

Le Mali et le Burkina partagent leur expérience

En février 2016, SOS Faim a organisé à Ouagadougou (Burkina Faso) un atelier intitulé « Assurer la viabilité et promouvoir le développement des systèmes de stockage alimentaire de proximité en Afrique de l'Ouest », en collaboration avec Oxfam. Lors de cet atelier qui a rassemblé plus de 80 personnes, les expériences de CAEB et VIIM BAORE ont été mises en avant. L'objectif était d'une part de partager les expériences et d'autre part, de présenter aux décideurs politiques nationaux et régionaux un plaidoyer pour la prise en compte et le soutien aux systèmes de stockage de proximité dans la politique régionale de sécurité alimentaire et de régulation des marchés.

BOLIVIE

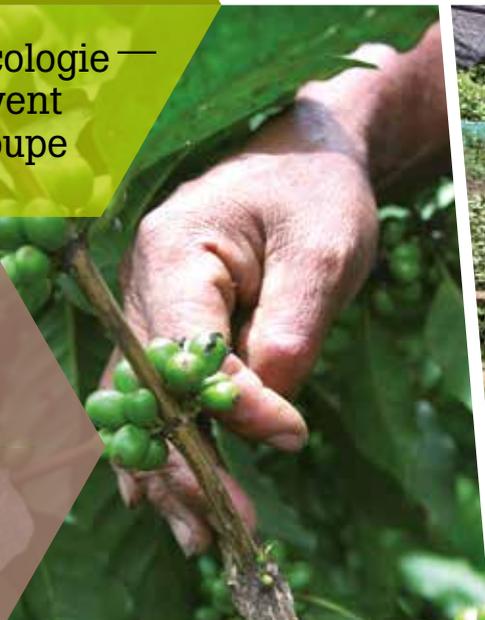
— L'agroécologie —
a le vent
en poupe



Budget transféré :
700 087 €

8
partenaires locaux

Plus de **90 000**
bénéficiaires



L'agroécologie, présente en Bolivie depuis une vingtaine d'années, a deux grands avantages : elle permet à la fois d'améliorer les conditions de vie des producteurs, en permettant une meilleure qualité de leur alimentation et en étant mieux rétribués pour la vente de leurs produits, et d'assurer le renouvellement de la fertilité des sols et le maintien de la biodiversité. C'est pour ces raisons que SOS Faim soutient l'AOPEB (Association des Organisations de Producteurs Biologiques de Bolivie), une fédération d'envergure nationale qui regroupe 85 organisations (70 000 familles).

La province de Caranavi (nord du département de La Paz) concentre 90 % de la production de café en Bolivie. En 2016, l'AOPEB y a mené un programme d'accompagnement de 61 producteurs, dont 15 femmes, vers le renouvellement de plants de café de manière agroécologique. L'appui de l'AOPEB consiste en une combinaison de formations sur des champs-écoles et d'assistance technique sur la parcelle des producteurs.

Un projet qui répond aux grands enjeux d'aujourd'hui

Le programme d'accompagnement des producteurs de café de l'AOPEB en agroécologie répond à différents enjeux :

- **économique** : il vise à augmenter la productivité des plants de café, diversifier les cultures et donc, à améliorer les revenus des producteurs ;
- **social** : dans une zone fortement touchée par l'exode rural, il vise à maintenir les jeunes dans les campagnes en redonnant du sens à une activité agricole et entrepreneuriale rémunératrice ;
- **écologique** : dans une zone vulnérable au changement climatique qui connaît des dérèglements et l'apparition de nouvelles maladies, le système d'agroforesterie permet de pallier ces effets en protégeant les parcelles de ces phénomènes.

EXKi récompense les producteurs biologiques

En 2016, SOS Faim et EXKi (avec ses fournisseurs Café Liégeois et Coffee Team) se sont associés pour soutenir les producteurs de café boliviens. Dans le cadre du programme de l'AOPEB, SOS Faim et EXKi ont mis en place un concours pour récompenser les jeunes producteurs les plus impliqués dans le renouvellement de leur parcelle en agroécologie et stimuler leur capacité entrepreneuriale. La cérémonie de remise des prix a eu lieu en septembre en Bolivie. **18 producteurs** ont reçu symboliquement un prix allant de **100 € à 5000 €**. Ce prix leur a été octroyé sous forme d'intrants biologiques, de matériel ou d'équipements nécessaires à leur projet. Cette remise des prix a eu lieu en présence de représentants d'EXKi, de Coffee Team et de SOS Faim.

ÉTHIOPIE

— Le lait comme
arme contre
l'insécurité
alimentaire des
femmes —



Budget transféré :
139 392 €

3

partenaires locaux

Plus de **156 000**
bénéficiaires



2016 a été une année particulièrement difficile pour l'Éthiopie, tant au niveau climatique que politique. En effet, le pays a été confronté à la pire sécheresse depuis 50 ans. En Éthiopie, 90 % de l'agriculture dépend de la pluie, cette sécheresse a donc eu des conséquences désastreuses sur les récoltes et la sécurité alimentaire de la population. Début 2016, les chiffres officiels faisaient état de plus de 10 millions de personnes souffrant de sous-alimentation. Au niveau politique, les émeutes qui ont suivi les élections de 2015 se sont poursuivies en 2016. Elles ont poussé le gouvernement à décréter l'état d'urgence en octobre. Ces troubles ont eu lieu principalement dans les régions où nos partenaires sont actifs.

Les femmes sont les plus vulnérables et les premières à souffrir de la faim, d'autant plus en période de crise. C'est pour cette raison que SOS Faim a appuyé des initiatives pour renforcer la résilience des populations rurales et des femmes en particulier.

Un projet visant l'autonomie des femmes

Depuis 2014, SOS Faim et son partenaire local Hundee soutiennent le développement d'une filière laitière paysanne qui cible principalement les femmes. La mise en place d'une coopérative laitière en 2014 permet aux membres de conserver et commercialiser le lait. Fin 2016, elle était constituée de 231 membres dont 67 % de femmes.

Dans le cadre de ce projet, 190 femmes chefs de ménage ou en situation de vulnérabilité ont également reçu une génisse. Grâce à ces génisses, les éleveuses peuvent considérablement améliorer leur production tant au niveau de la qualité que de la quantité et de cette manière, augmenter leurs revenus. La plupart sont membres de la Coopérative.

Hundee a accompagné les femmes dans la gestion de ces génisses via diverses formations :

- ⦿ « zero grazing » : limitation du pâturage
- ⦿ mise en place d'une pépinière de démonstration pour la production de semences fourragères
- ⦿ production de luzerne, betterave fourragère, alfalfa, herbe à éléphant, Disho grass, etc.

Des résultats encourageants

Les femmes qui ont reçu une génisse ont pu sensiblement augmenter leur production de lait. Maintenant, elles atteignent une production moyenne de **12 litres** par jour contre 3 à 5 litres par jour avant l'octroi des génisses. En 2016, **129 494 litres de lait** ont été commercialisés.

ÉQUATEUR PÉROU

— MICRO finance, —
MEGA coup de pouce
aux agriculteurs
andins



Budget transféré :
1 383 182 €

13
partenaires locaux

Plus de **337 000**
bénéficiaires



Dans la plupart des pays andins, les services financiers sont concentrés au sein des centres urbains et périurbains. Peu d'institutions financières offrent des services financiers adaptés aux populations rurales. Dans ce contexte, les coopératives rurales d'épargne-crédit constituent une solution très efficace. Au Pérou et en Équateur, de telles coopératives permettent aux petits agriculteurs de lancer une activité génératrice de revenus. Elles sont regroupées au sein de CAAP et CIDERURAL. En plus de donner un sacré coup de pouce aux agriculteurs, ces coopératives fonctionnent comme de vrais acteurs de l'économie sociale et solidaire. Elles sont en effet très axées sur les valeurs de solidarité, d'équité et de gestion démocratique.

Équateur : plus de 40 000 agriculteurs ont accès au crédit

En Équateur, la CAAP (Coopérative d'épargne et crédit Alternative d'Action Populaire) a pour objectif de renforcer les capacités de ses 14 coopératives membres afin qu'elles puissent offrir des services financiers de qualité et de manière pérenne aux populations rurales.

Les activités du groupe sont en nette croissance, avec pour résultat à la fin 2016 :

○ **43 435 membres** (dont 49,5 % de femmes) → +35 % par rapport à 2015

○ **55 661 459 \$** d'en-cours de crédit pour l'ensemble des 14 coopératives membres → +19 % par rapport à 2015

○ **1 245 448 \$** d'en-cours de crédit de la Coopérative CAAP en faveur de ses coopératives membres → + 29 % par rapport à 2015

Pérou : les acteurs de la microfinance et de la production mutualisent leurs efforts

Comme la CAAP, CIDERURAL offre des services financiers et techniques aux coopératives d'épargne crédit qui les constituent (ou « membres ») mais également à des coopératives de production. Cela permet à ces deux types d'acteurs de mutualiser leurs efforts et de mieux connaître leurs besoins respectifs. En effet, en 2016, CIDERURAL a développé un fort dynamisme dans la prestation de services partagés à ses 18 coopératives membres (achats mutualisés, assistance technique, formation, etc.) avec une forte valeur ajoutée qui leur permet de se professionnaliser, être plus efficaces et ainsi améliorer leurs services aux producteurs pour accroître leur activité.

CIDERURAL a obtenu de beaux résultats en 2016 :

○ **125 428 membres** dont 40 % de femmes

○ **94 500 000 \$** d'en-cours de crédit

SÉNÉGAL

— C'est prouvé, —
les exploitations
familiales peuvent
nourrir le pays



Budget transféré :
665 927 €

6
partenaires locaux

Plus de **143 000**
bénéficiaires



© Yann Verbeke

Au Sénégal, les importations massives de produits alimentaires tels que le lait, le riz et le blé viennent déstabiliser les marchés locaux. Les producteurs sénégalais ont beaucoup de mal à faire face à cette concurrence souvent déloyale. Dans ce contexte, le **CNCR** (Conseil National de Concertation et de coopération des Ruraux) et la **FONGS** (Fédération des Organisation Non Gouvernementales du Sénégal), deux partenaires de SOS Faim, ont mis en place un observatoire des exploitations familiales afin de notamment prouver qu'elles sont capables de relever le défi de la souveraineté alimentaire avec des produits locaux. Le potentiel pour relever ce défi existe au Sénégal mais est insuffisamment exploité.

Un suivi de 2000 exploitations familiales

Pour mettre en place cet observatoire, le CNCR et la FONGS ont suivi pendant trois années 2000 exploitations familiales présentes dans différentes régions. Ce suivi, retranscrit dans un rapport national, a permis de dresser un bilan des activités des exploitations familiales, de leur manière de fonctionner et des interactions et complémentarités entre les différents membres de ces exploitations. Au final, toutes ces données

permettent de définir voir comment elles peuvent répondre au défi alimentaire. Avec cet observatoire, le Sénégal se positionne comme précurseur et ce travail pourra être reproduit à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest.

Un plaidoyer bien mené

Ce suivi des exploitations familiales permet au CNCR et à la FONGS d'avoir de nombreuses statistiques sur la productivité de l'agriculture familiale et de prouver que cette dernière est plus efficace que l'agrobusiness pour répondre au défi alimentaire. Ce suivi leur a permis d'alimenter leur plaidoyer et d'interpeller en 2016 les décideurs nationaux et locaux pour un soutien plus accru aux exploitations familiales. Il a notamment aidé à mieux orienter le processus de la réforme foncière. Grâce à ce plaidoyer, il est permis d'espérer qu'à l'avenir ce soit l'État qui prendra en charge un système national d'appui et d'accompagnement de proximité des exploitations familiales.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

— Les ONG belges —
s'unissent pour
soutenir l'agriculture
familiale



Budget transféré :
447 220 €

3
partenaires locaux

Plus de **16 000**
bénéficiaires



SOS Faim et 15 autres ONG belges, en concertation avec leurs partenaires locaux respectifs, ont constitué l'**Alliance AgriCongo** en 2010. L'objectif général est d'unir leurs efforts dans le soutien à l'agriculture familiale en RDC. Ils se sont engagés d'une part, en RDC, à jouer un rôle d'accompagnement et d'appui aux Organisations Paysannes (OP) dans leur campagne politique et leur processus de structuration et d'autre part, en Belgique, à influencer pour que les politiques de coopération agricole se construisent en tenant compte des paysans du Sud et de leurs intérêts. SOS Faim participe activement à cette dynamique au travers de son soutien à la **CONAPAC** au niveau national et à la **FOPAKO** au niveau de la province du Kongo Central.

Le plaidoyer porte ses fruits

Le travail des Organisations Paysannes a amené différents résultats en 2016 :

- ⊙ **le budget national alloué à l'agriculture est passé de 3 % à 8 %** grâce au plaidoyer mené par différentes OP, dont la CONAPAC ;
- ⊙ **100 000 signatures pour la loi agricole** : la CONAPAC a lancé une pétition qui réclame l'adoption de 4 mesures d'application prioritaires soumises par la CEMALA (Commission d'Élaboration

des Mesures d'Application de la Loi sur l'Agriculture) ;

- ⊙ **vers une réforme foncière** : la CONAPAC a participé à la relance des activités de la CONAREF (Commission nationale de la réforme foncière) avec une nouvelle équipe exécutive.
- ⊙ **une communication efficace** : le journal *La Voix du Paysan Congolais* reste le relais le plus efficace du plaidoyer paysan en RDC.

Le festival AlimenTERRE s'invite à Kinshasa

Grande nouveauté en 2016, la première édition du festival AlimenTERRE à Kinshasa a eu lieu du 3 au 7 novembre. Le festival se veut être un outil de réflexion sur l'agriculture familiale durable et permet de promouvoir des bonnes pratiques agricoles adoptées par nos partenaires.

SENSIBILISER AU NORD

Pour lutter contre les injustices au Sud

Si SOS Faim mène en Belgique des activités d'information, de sensibilisation et de mobilisation, c'est qu'au-delà des actions sur le terrain, au Sud, elle souhaite aussi contribuer aux changements structurels qui permettront à nos partenaires de sortir de la pauvreté et de la faim.

SOS Faim se spécialise depuis plusieurs décennies sur le financement de l'agriculture familiale. D'abord en finançant directement ou indirectement des partenaires, mais aussi en interpellant les autorités publiques afin que les politiques de coopération au développement appuient également l'agriculture familiale durable. Ce travail a par le passé déjà enregistré de beaux résultats puisque la Belgique a pris l'engagement de consacrer 15 % de son budget de coopération à l'agriculture.

« TOUS TROMPÉS ! »

Une campagne pour modifier les financements de la Banque mondiale

En 2016, le travail de plaidoyer sur le financement de l'agriculture familiale s'est concentré sur les financements de l'un des principaux bailleurs internationaux du développement, la Banque mondiale, largement financée elle-même par la Belgique à hauteur de 200 millions d'euros par an.

Après avoir mené **plusieurs études** avec des partenaires sur les financements de la Banque mondiale dans leur pays, SOS Faim a clairement identifié que cet acteur central ne finançait pas l'agriculture familiale et qu'il se préoccupait rarement des préoccupations des organisations paysannes.

Outre le site internet www.toustrompes.be, SOS Faim a mis en place différents outils et actions pour sensibiliser le public belge : un numéro de Défis Sud, une édition de Dajaloo, des conférences-débats, des vidéos, une présence active sur les réseaux sociaux, etc. **Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été touchées en Belgique par ces diverses démarches.**



LA CAMPAGNE "TOUS TROMPÉS!" EN CHIFFRES :

RÉSEAUX SOCIAUX



2944

Réactions

193 967

Personnes atteintes



29 845

Vues de nos publications

SITE INTERNET



7929

Visiteurs uniques

9811

Visiteurs



12 261

Pages vues

NEWSLETTERS



4205

Clics

23 824

Ouvertures

4029 pétitions signées

Le festival AlimenTERRE

À la conquête de l'Afrique

La 8^e édition du festival s'est déroulée tout au long des mois d'octobre et de novembre à Bruxelles et en Wallonie, soit 8 villes belges au total. Grande nouveauté en 2016, le festival a également eu lieu à Kinshasa, en République démocratique du Congo. Ces deux mois furent riches en découvertes, débats, histoire et rencontres. Avec un total de **29 projections** et de **3780 spectateurs**, le succès grandissant du festival nous prouve qu'il existe un réel intérêt de la part du public pour les questions alimentaires et agricoles.

L'expansion du festival ne s'arrêtera pas là puisqu'en 2018, SOS Faim et ses partenaires lanceront également une édition au Sénégal.

Cette mobilisation citoyenne, concrétisée par plus de **4000 signatures** de notre pétition, a été renforcée par l'appui de plus de 40 associations, regroupant plusieurs dizaines de milliers de membres.

Au terme de cette campagne, SOS Faim se réjouit de voir qu'une grande partie de ses revendications ont été acceptées par les autorités belges. Par ailleurs, un important travail de concertation avec d'autres associations internationales a permis la création d'un réseau qui se mobilise pour une transformation en profondeur de la Banque mondiale.

« Demain, l'agriculture familiale »



Une information plus générale de nos publics s'est maintenue tout au long de l'année. Défis Sud a sorti un numéro exceptionnel très remarqué sur la thématique de « Demain, l'agriculture familiale ».

Des Bulletins de synthèse, édités avec Inter-réseaux, d'autres éditions de **Défis Sud** et de **Dajaloo**, des newsletters générales et spécifiques, comme

Dynamiques paysannes et **Zoom microfinance**, ont contribué à l'information de nos publics sur les enjeux de l'agriculture familiale. Au total, ce sont plus de 24 600 destinataires qui reçoivent régulièrement des informations, des mises en débat, des contributions relatives à cette thématique de la part de SOS Faim. À cela s'ajoutent plus de 55 000 visites de nos différents sites internet (sosfaim.be, alimenterre.be, agriculturefamiliale.org, toustrompes.be).



QUELLE MICROFINANCE CHOISIR ?

La microfinance a été « inventée » il y a près de 40 ans par le professeur Yunus au Bangladesh, avec pour objectif de permettre l'accès à des services financiers aux exclus du système bancaire classique.

La microfinance a toujours le vent en poupe ! Les derniers chiffres mondiaux publiés dans le baromètre de la microfinance par Convergences en septembre 2016 mettent en évidence une croissance de plus de 12 % des montants octroyés de crédit, avec plus de 110 millions de clients. Bref, une industrie florissante qui ferait rêver plus d'un secteur économique.

LA MICROFINANCE DANS LE MONDE

- 1045 institutions de micro finance → les 100 plus importantes représentent 76,9 % des crédits et 67,7 % des clients.
- 80,4 milliards € de crédits → une croissance de 12,6 % en un an.
- 111 700 000 clients, dont 81 % de femmes et dont 57,3 % en milieu rural → une croissance de 14 % en un an

(source : baromètre de la micro finance ; Convergences, septembre 2016).

Mais ce succès a un revers : au fil des années, pour de bonnes et moins bonnes raisons, des voix critiques se sont élevées pour dénoncer une approche de plus en plus commerciale des activités, des crises de surendettement des populations ou des taux d'intérêts excessifs au détriment d'emprunteurs pauvres. L'impact réel de la microfinance, jadis présentée comme LA solution au développement économique, a dès lors été de plus en plus questionné.

Et pourtant, des éclaircies existent dans le secteur !

SOS Faim et la microfinance

SOS Faim a choisi de se positionner clairement en appui au secteur agricole souvent oublié. Les besoins sont très importants et loin d'être satisfaits.

- Demande de crédit estimée des exploitations agricoles familiales : 177 milliards €
- Demande satisfaite : 44 milliards €
- Demande non satisfaite : 133 milliards € dont près de 75 milliards sur des cultures locales avec un marché instable. Par exemple, le mil et le sorgho en Afrique de l'ouest.

(source : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale – CTA ; octobre 2016)

Ce n'est sans doute pas la solution de facilité en raison d'une plus faible rentabilité de l'activité agricole et de risques importants augmentés par les changements climatiques.

Mais c'est notre choix et il peut être gagnant à condition d'en créer ou faciliter les conditions en renforçant les capacités financières et de gestion des organisations de producteurs agricoles et en mettant en place des mécanismes adéquats garantissant les crédits. L'objectif est de consolider les exploitations agricoles familiales dans une perspective durable. Pour cela, SOS Faim privilégie des partenariats avec des structures participatives telles que les coopératives ou mutuelles d'épargne et de crédit et insiste sur l'importance de la performance sociale des institutions de microfinance partenaires.

Concrètement, SOS Faim soutient 14 institutions de microfinance. Celles-ci offrent des services à plus de 398 000 personnes, parmi lesquelles 50 % de femmes. Fin 2016, les en cours de crédits de l'ensemble de ces partenaires s'élevaient à l'équivalent de 176 322 000 €.

PERSPECTIVES

Les ONG SOS Faim, Iles de Paix et Autre Terre unissent leurs forces

Les trois ONG ont souvent été amenées à collaborer ensemble que ce soit sur les projets en Afrique et en Amérique latine ou sur les actions de sensibilisation et de mobilisation en Belgique. C'est normal, elles partagent les mêmes valeurs et la même mission : **la promotion de l'agriculture familiale durable et du modèle de l'économie sociale en vue de l'émergence d'un monde plus juste et plus solidaire**. Mais c'est en 2016 qu'elles ont décidé d'unir leurs forces et de lancer un programme commun très ambitieux.



Le programme SIA, composé de la première lettre de chaque ONG, durera au moins cinq années, de 2017 à 2021. En vue de soutenir le développement de l'agriculture familiale durable et de l'économie sociale, ce programme va travailler simultanément à plusieurs niveaux :

- le renforcement des capacités d'organisations de producteurs et d'institutions de microfinance afin d'améliorer la qualité des services qu'elles offrent à leurs membres ;
- le soutien à des projets locaux portés par des groupes de producteurs ;
- l'information du public belge, la mise en œuvre de campagnes de plaidoyer au Nord et le soutien aux campagnes de plaidoyer des partenaires au Sud.

11 pays d'intervention au Sud

Les trois ONG seront présentes dans **4 pays d'Afrique de l'Ouest** (Sénégal, Mali, Burkina Faso, Bénin), **4 pays d'Afrique Centrale et d'Afrique de l'Est** (République démocratique du Congo, Tanzanie, Ouganda, Ethiopie) et **3 pays d'Amérique latine** (Equateur, Pérou, Bolivie). Le soutien des trois ONG sera apporté à 79 partenaires.

SOS Faim, quant à elle, va soutenir **51 partenaires locaux**, dont **17 nouveaux**. Notre soutien financier sera sensiblement renforcé en Afrique, principalement au Burkina, en Éthiopie et au Mali. Le budget total pour les cinq années sera de **21 560 000 €**, ce qui représente une augmentation moyenne de 6,5 % pour les projets de SOS Faim.

Plus de 2 millions de personnes touchées en Belgique

En Belgique, l'objectif du programme SIA est de mettre en place un **paradigme alternatif mondial (PAM)** : favoriser l'émergence de systèmes alimentaires durables basés sur l'agriculture familiale.

Le budget pour les cinq années sera de **7 040 548 €**, dont **4 110 218 €** pour les actions de sensibilisation et de mobilisation de SOS Faim.

EN BELGIQUE, LES TROIS ONG ONT COMME OBJECTIFS POUR LA FIN 2021 :



2 250 551 personnes touchées
658 645 personnes mieux éclairées
68 758 ayant contribué au PAM



COMPTES DE RÉSULTAT 2016 - EN €

RECETTES	2015	2016	Évolution
Dons	972 593,49	991 461,19	1,9 %
Héritages	355 423,77	174 336,19	-50,9 %
Entreprises - Fondations	168 209,15	153 634,88	-8,7 %
Loterie Nationale	0,00	44 506,00	
ONG	116 874,00	132 604,22	13,5 %
Coopération Wallonie Bruxelles International	57 016,87	78 208,79	37,2 %
Coopération belge - DGD	5 006 829,04	5 431 156,31	8,5 %
Coopération européenne - UE	23 463,23	26 379,79	12,4 %
Autres subsides	6 775,28	6 014,37	-11,2 %
Maribel	18 195,00	17 460,00	-4,0 %
Prestations de services	116 276,33	750,00	-99,4 %
Produits divers	22 575,76	32 739,79	45,0 %
Produits financiers	21 124,25	10 379,22	-50,9 %
Produits exceptionnels	59 669,66	0,00	
TOTAL RECETTES	6 945 025,83	7 099 630,75	2,2 %

CHARGES	2015	2016	Évolution
Dépenses liées aux projets	4 811 239,98	4 943 734,51	2,8 %
Activités d'éducation au développement	392 049,91	397 734,90	1,5 %
Récolte de fonds	200 291,65	249 464,13	24,6 %
Fonctionnement et amortissements	157 083,10	149 710,68	-4,7 %
Frais de personnel	1 271 467,96	1 348 788,40	6,1 %
Frais financiers	12 535,65	13 408,88	7,0 %
Provisions	80 000,00	0,00	
TOTAL CHARGES	6 924 668,25	7 102 841,50	2,6 %

RÉSULTAT	20 357,58	-3210,75	-115,8 %
-----------------	------------------	-----------------	-----------------

Les comptes de SOS Faim Belgique, tenus selon la loi relative aux ASBL, sont :

- audités et certifiés par le cabinet DCB Collin & Desablens ;
- approuvés par l'Assemblée générale de l'association ;
- contrôlés, pour ce qui concerne les projets à financements publics, par la Commission européenne et la Direction générale du développement (Service public fédéral belge) ;
- déposés au greffe du Tribunal de commerce de Bruxelles et à la Banque nationale.

BILAN 2016 - EN €

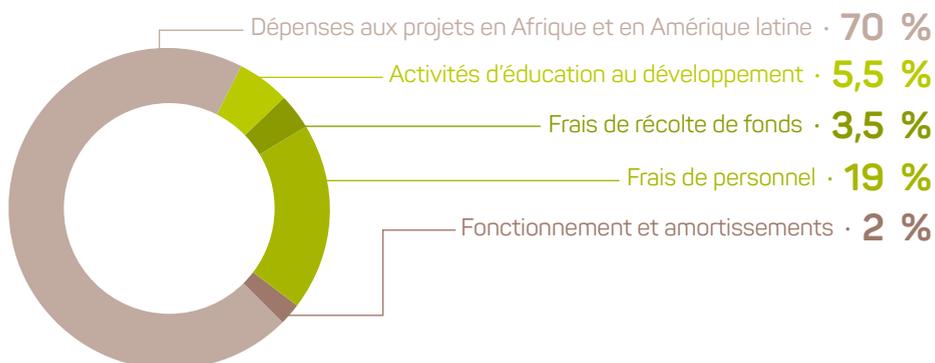
ACTIF		
	2015	2016
Immobilisations	219 160,42	292 521,99
Créances	425 492,17	282 054,82
Disponible	3 179 317,52	2 542 551,94
Régularisation	17 312,21	21 862,59

RÉSULTAT	3 841 282,32	3 138 991,34
-----------------	---------------------	---------------------

PASSIF		
	2015	2016
Fonds Social	2 113 912,69	2 110 701,94
Provisions	80 000,00	80 000,00
Dettes	673 599,79	644 696,66
Régularisation	973 769,84	303 592,74

RÉSULTAT	3 841 282,32	3 138 991,34
-----------------	---------------------	---------------------

RÉPARTITION DES DÉPENSES



SOS FAIM > CHIFFRES CLÉS

Destinataires de nos publications

Personnes sont informées à travers nos diverses publications qui existent en version papier ou électronique.

Héritages en €

De nombreux donateurs inscrivent SOS Faim parmi les bénéficiaires de leur héritage. Ils souhaitent par là inscrire leur générosité dans une démarche qui leur survit.

Appuis en €

Ensemble des financements accordés à des partenaires pour soutenir leurs actions de développement.

Missions annuelles

Le dialogue avec les partenaires est constant et requiert une grande disponibilité de la part de SOS Faim. Ce n'est que par des échanges réguliers que la confiance et la compréhension s'établissent.

Partenaires

SOS Faim entretient des relations de partenariat avec 24 organisations paysannes, 8 institutions de microfinance et 13 ONG.

Personnes employées

Ensemble des personnes engagées au siège et dans les différentes antennes de SOS Faim. La majorité est impliquée dans le suivi des partenaires, complétée par les services d'information, de récolte de fonds et de suivi financier.

Sympathisants

Près de 15 000 citoyens qui se mobilisent pour nos actions.

SOS FAIM BELGIQUE ASBL

Rue aux Laines, 4
B-1000 Bruxelles, Belgique
T: +32 (0)2 548 06 70
F: +32 (0)2 514 47 77
info.be@sosfaim.org
www.sosfaim.be
Banque: IBAN BE83 0000 0000 1515

ANTENNE DE SOS FAIM AU PÉROU

SOS Faim Perú
Av. Joaquín Madrid 371
San Borja - Lima 41, Perú
T: +511 223-7488
F: +511 225-3088
lvar@sosfaim.org

ANTENNE DE SOS FAIM EN BOLIVIE

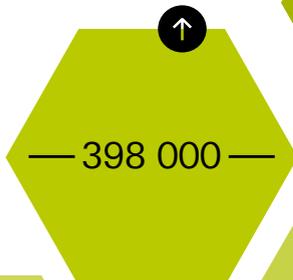
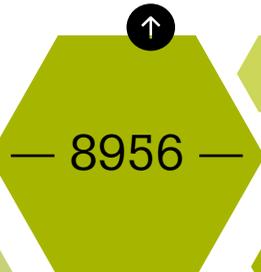
SOS Faim Bolivia
Calle Jordan 299 esquina Hamiraya
Cochabamba, Bolivia
T/F: +591 4-458 47 54
csa@sosfaim.org

Bénéficiaires de crédits

Près de 400 000 personnes en Afrique et en Amérique latine ont pu bénéficier d'un crédit à travers l'activité de nos partenaires.

Donateurs

Près de 9000 donateurs accordent un soutien financier indispensable à SOS Faim.

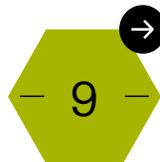


Donations en €

Les donateurs de SOS Faim Belgique ont versé près de 1 million €. Avec l'activation des cofinancements, on enregistre un effet de levier de 5, ce qui veut dire que pour chaque € donné, ce sont en fait 4 917 620 € qui contribuent directement à la lutte contre la faim et la pauvreté en milieu rural.

Pays

SOS Faim a des actions dans 5 pays d'Afrique, 3 pays d'Amérique latine et en Belgique.



Bénévoles

Les bénévoles permettent à SOS Faim de multiplier les actions d'information et de sensibilisation. Des activités comme le Festival AlimenTerre en Belgique ne seraient pas possible sans eux.



Antennes

Outre notre siège à Bruxelles, SOS Faim dispose de 5 antennes qui travaillent de façon très proche avec les partenaires : Bamako (Mali), Lima (Pérou), Cochabamba (Bolivie), Ouagadougou (Burkina Faso) et Kinshasa (République démocratique du Congo)



ANTENNE DE SOS FAIM AU MALI

Immeuble Kafo Jiginew
Rue 286, ACI 2000
Bamako, Mali
sma@sosfaim.org

ANTENNE DE SOS FAIM AU BURKINA FASO

01 BP 1346 Ouagadougou 01
Burkina Faso
T: +226 70 17 88 80
ou +226 78 80 28 58
asa@sosfaim.org

ANTENNE DE SOS FAIM EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

01, av. Maurice Mpolo, Q. GB, C.
Ngaliema - Kinshasa
T: +243 990 264 831
mbi@sosfaim.org

Photos →
couverture: @Struzik
arrière: @SOS Faim
Impression →
HEREMANS PRINTING
Graphisme →
www.mariefreres-graphisme.be

